

Déclaration du Front populaire à l'occasion de la visite du président Macron en Tunisie

jeudi 1er février 2018, par [Front populaire \(Tunisie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 31 janvier 2018).

Mr. Macron, Président de la République française, effectue du 31 janvier au 2 février 2018 une visite officielle en Tunisie.

A cette occasion, le groupe parlementaire du Front Populaire considère que :

- Les relations franco-tunisiennes qui sont marquées, depuis la fin du XIX^e siècle, par la domination de l'Etat et des intérêts économiques français, ont été très préjudiciable à la Tunisie, aussi bien durant la période coloniale que postcoloniale.
- La France est la puissance économique qui concentre la part la plus importante de l'activité économique de la Tunisie, aussi bien celle qui se réalise sur le marché local que mondial.
- La Tunisie connaît actuellement la plus longue et la plus grave crise économique et sociale de son histoire moderne. Dans le même temps, L'Etat français, qui a soutenu la dictature de Ben Ali jusqu'à sa chute, se contente d'exprimer son désir de soutenir la Tunisie et d'aider son Etat à concrétiser les aspirations de liberté et de dignité de son peuple.
- L'Etat français persévère dans sa politique de domination et d'ingérence dans les affaires des Etats de la région et le non respect du droit de leurs peuples à la libre détermination de leur avenir.
- Partant du fait que la révolution tunisienne a exprimé une profonde aspiration populaire à la liberté et la dignité, le groupe parlementaire du Front Populaire croit que pour atteindre de ces objectifs, un changement radical dans la nature des relations entre la Tunisie et la France doit être opéré.

Le groupe parlementaire du Front Populaire croit aussi que bâtir de nouvelles relations fondées sur le respect la souveraineté nationale des deux nations et une coopération équitable qui prend en compte les intérêts des deux peuples, est indispensable pour la stabilité durable, la prospérité et la sécurité de tous les pays de la région.

Le gouvernement français peut dans l'immédiat, s'il a réellement la volonté et la sincérité de soutenir la Tunisie dans la réalisation de ses aspirations démocratiques, sociales et économiques, prendre un certain nombre de mesures économiques et sociales concrètes telle que :

- L'effacement de la totalité de la dette publique bilatérale de la France vis-à-vis de la Tunisie, en guise de reconnaissance de sa dette historique et, surtout, afin d'alléger le fardeau financier d'une dette extérieure qui est l'une des causes de la crise de ses finances publiques.
- L'augmentation conséquente de l'aide financière au développement à la Tunisie, notamment dans les domaines de l'éducation, de la recherche scientifique et de la santé.
- Des mesures visant à garantir la libre circulation des citoyennes et des citoyens tunisiens entre les

deux pays.

00000 2 0000 000 00000 31 00 0000 000 00000 00000 000000000 0000000000 0000 00000000 00000 00000
.2018

: 000 00 000 0000000 0 0000000 00000 00000 000000000 000000
000000 0000000 00000 0000000 000000 000000 000 0000000 00000000 000000000 000000000 00 -
00000 0000000 00 000000000000 0000000 00000 00000 00000 0000 00000 0000000000 0000000000 000000000
.00000000 00000 00000000
00000 00 000 00000000 000000 00 000000 0000 000000000 0000000000 00000000 00 00000 000 000000 -
.0000000000 00000000000 000000 000 00000000000
0000 0000000000 00000000000 00000000 00 00000 000 000 0000000 00000 00000000000 000000 00 000000 -
000000000 0000000 00 000 00000000 0000000 00 000000
0000 000000000 0000000 000 000000000 000000000 00000 000000 000000 0000000000 0000000000 0000000 00000 -
.0000000000 0000 00000 000000 0000
.0000000 000000000 000 00000000 00 0000000000000 00000000000 0000000 00 00 00000000 000000 00 00000 00000 -
000000 0000 0000 00000 00 000000000000 0000000 000000 00000 00000 00000 00000 00000 00000 0000 00
.0000000000 0000000 0000000 0000000 000000 0000 0000000 00000000 00000 0000 0000 0000000 000000000
0000000 0000 000000000 000000000 00000000 0000 00000 00 00000000 00000000 000000 0000 0000000 00 00000000 -
.0000000 0000000000 00000000 000000 0000000 00
0000000 0000 00000 0000000000 0000000 0000000 000000 0000 00000000 00000000 00000000 0000 0000 00000000 -
00000 0000 00 0000000000 0000000000 00000 000000 00 000000 0000000 000000 00000000000 0000 00000000
.00000000

**Commentaire du HuffPost Tunisie avec TAP : En marge de la visite
d’Emmanuel Macron : Le bloc parlementaire du Front Populaire pour un
changement radical des relations tuniso-françaises**

http://www.huffpostmaghreb.com/2018/01/31/chahed-macron_n_19125438.html

Si certains apprécient la nature des relations actuelles entre la Tunisie et la France, d’autres non. Dans un communiqué rendu public, le bloc parlementaire du Front Populaire appelle à un

changement radical dans la nature des relations qui unissent les deux pays.

Il estime que “les relations tuniso-françaises qui datent depuis la fin du XIX^e siècle, sont marquées par la domination de l’État et des intérêts économiques français”. Le Front note que ces dernières ont été “très préjudiciables à la Tunisie, aussi bien durant la période coloniale que post-coloniale”.

Alors que “la Tunisie connaît actuellement la plus longue et la plus grave crise économique et sociale de son histoire moderne, la France qui a soutenu la dictature de Ben Ali jusqu’à sa chute, se contente d’exprimer son désir de soutenir la Tunisie et son intention à vouloir concrétiser les aspirations de liberté et de dignité”, souligne le bloc parlementaire du Front.

Ainsi, à l’occasion de la visite officielle du président Français Emmanuel Macron en Tunisie, le Front appelle « le gouvernement français, s’il a réellement la volonté et la sincérité de soutenir la Tunisie dans la réalisation de ses aspirations démocratiques, sociales et économiques, de prendre un certain nombre de mesures économiques et sociales concrètes ».

De ce fait, il insiste sur la nécessité “d’effacer la totalité de la dette publique bilatérale de la France vis-à-vis de la Tunisie, et ce en guise de reconnaissance de sa dette historique et, surtout, afin d’alléger le fardeau financier d’une dette extérieure qui est l’une des causes de la crise de ses finances publiques”.

Par ailleurs, il appelle à l’augmentation conséquente de l’aide financière au développement à la Tunisie, notamment dans les domaines de l’éducation, de la recherche scientifique et de la santé.

Le bloc parlementaire appelle, en outre, le gouvernement français à entreprendre des mesures visant à garantir la libre circulation des citoyennes et des citoyens tunisiens entre les deux pays.

En conclusion, le groupe parlementaire a fait part de la conviction que “bâtir de nouvelles relations fondées sur le respect de la souveraineté nationale des deux nations et une coopération équitable qui prend en compte les intérêts des deux peuples, est indispensable pour la stabilité durable, la prospérité et la sécurité de tous les pays de la région”.

P.-S.

De nombreux documents sur la Tunisie sont disponibles sur le site associatif ESSF aux adresses suivantes :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique130>

A gauche <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1029>

Syndicalisme <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1337>

Femmes <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique985>

Histoire <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1027>

Economie <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1026>

Islamisme <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1088>